

Loi sur l'école et réforme du bac: les enseignants à nouveau dans la rue

Paris, 4 avr. 2019 (AFP) -

Pour la troisième fois en quelques semaines, des enseignants sont descendus dans la rue jeudi pour protester contre le projet de loi sur l'école et la réforme du lycée et du bac, une fronde que le ministre de l'Education tente de calmer.

Plusieurs milliers de profs ont défilé à Paris, et quelques centaines dans d'autres villes en région, notamment des professeurs d'écoles maternelles et élémentaires. C'est dans le primaire aussi que l'appel à la grève, lancé par plusieurs syndicats, a été le plus suivi.

Selon le ministère de l'Education, 15% des instits n'ont pas fait classe jeudi, 25% selon le premier syndicat du primaire, le SNUipp-FSU.

Ce syndicat note dans son décompte de grosses disparités régionales: 70% de grévistes à Paris, 50% en région parisienne, 40% à Toulouse et Nantes etc. Le rectorat de Paris indique de son côté 37% de grévistes dans les écoles de la capitale.

A La Courneuve (Seine-Saint-Denis), "une école sur deux est entièrement fermée. Trois enseignants sur quatre sont en grève", indique la mairie, communiste.

La mobilisation des professeurs du secondaire était moindre: un peu plus de 4% au niveau national, selon la rue de Grenelle. Les syndicats des enseignants en collège et lycée protestent contre la réforme du lycée et du bac, et réclament des ajustements et un report de sa mise en oeuvre (prévue pour la rentrée prochaine).

Plusieurs points du projet de loi "pour une école de la confiance", qui concerne essentiellement le primaire, suscitent l'inquiétude de la communauté éducative, dont la création d'"établissements publics locaux d'enseignement des savoirs fondamentaux" (EPSF), explique à l'AFP Valérie Cailloux, directrice d'une maternelle à Vimy (Pas-de-Calais).

Cette nouvelle organisation fait craindre la disparition des directeurs d'école puisque le texte indique que le chef d'établissement "exerce simultanément les compétences attribuées au directeur d'école", assisté d'adjoints "dont un au moins est chargé" du premier degré.

- "Tout est flou" -Les syndicats et enseignants y voient la mise sous tutelle des écoles, sous l'autorité du principal de collège, et la disparition des directeurs d'école, lien entre les familles, les élus et l'école. Ils ont manifesté samedi dernier dans plusieurs villes de France et organisé une grève le 19 mars, très suivie.

Gladys, en grève, comme 8 des 13 enseignants de son école parisienne, dit "manquer de renseignements sur ce qui se profile". "Tout est flou", déplore-t-elle. Et l'article 1 du projet de loi, qui mentionne le devoir d'"exemplarité" des personnels scolaires, ne passe pas: "quand on sort de l'école, on veut pouvoir s'exprimer librement"

Les défilés de jeudi ont rassemblé moins de monde que samedi dernier, où 36.000 manifestants avaient battu le pavé en France selon le ministère de l'Intérieur. Jeudi, ils étaient 200 à Toulon, quelques centaines à Bordeaux, 500 à Clermont-Ferrand, quelques dizaines à Lille...

Devant le rectorat de Lille, des pancartes brandies par les manifestants proclamaient: "Stop au chamboule tout" ou "loi Blanquer, la confiance ne se décrète pas".

Le ministre Jean-Michel Blanquer tente depuis plusieurs jours de calmer ces inquiétudes. Il reçoit les syndicats, avant l'arrivée du projet de loi devant le Sénat (en mai), et a écrit aux enseignants, puis aux directeurs d'école.

Dans sa lettre aux directeurs, le ministre déclare que les EPSF dépendront de "l'accord de la municipalité et du conseil d'école" et reposeront donc sur le volontariat.

Des propos qui ne parviennent pas à rassurer. "Je ne crois pas au volontariat, on finit toujours par imposer des choses", dit Isabelle, directrice d'une école dans le Val d'Oise, dans la manif parisienne.

D'autres points du projet de loi suscitent l'inquiétude des syndicats: l'abaissement de l'âge de l'instruction obligatoire à 3 ans qui se traduit par une dépense supplémentaire des communes au profit des maternelles privées, ou la possibilité pour des étudiants en première année de master de remplacer des profs absents.



PAYS :France
SURFACE :97 %
PERIODICITE :Quotidien



► 4 avril 2019 - Edition Fil Gen

ito-fmp-bur/blb/mm

Afp le 04 avr. 19 à 15 46.